

RAPPORT ANNUEL

2016

beta.gouv.fr

NOUS CRÉONS DES SERVICES PUBLICS NUMÉRIQUES



Depuis juin 2013, l'État expérimente au sein de la Direction Interministérielle du Numérique et des Systèmes d'Information et de Communication (DINSIC) une nouvelle manière de construire des services publics numériques. Plus proches des utilisateurs, obsédées par la résolution d'un problème précis, de petites équipes autonomes ont construit [data.gouv](#), le portail de l'opendata français, [Le.Taxi](#), le registre national des taxis géolocalisés ou [la Bonne Boîte](#) qui aide les demandeurs d'emploi à candidater auprès des entreprises qui recrutent vraiment !

En 3 ans, ces équipes, les Start-up d'État, ont créé près de [30 services](#). Elles représentent aujourd'hui une communauté de 54 personnes qui mettent leurs compétences et leur énergie au service de services publics numériques qui transforment l'action publique en profondeur.

Au cours de l'année 2016, ce sont 15 partenaires - administrations centrales, opérateurs de l'État et collectivités - qui ont fait confiance à nos méthodes pour développer des services publics numériques. Nous tenons donc tout particulièrement à saluer l'engagement de Pôle Emploi, du Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Agence Nationale de l'Habitat, de la Dirccte Bourgogne, du Ministère des Transports, de la Préfecture des Hauts-de-France, du Haut-commissariat à l'engagement civique, de l'IGN, du SGAR Occitanie, de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie, du Ministère de la ville de la jeunesse et des sports, et de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse.

Une conception fondée sur la simplicité et la confiance

L'organisation actuelle de l'action publique est le résultat d'une époque où l'efficacité rimait avec rationalisation, cloisonnement et contrôle. Dans l'expérience des usagers, cela se traduit par une alternance de « vous n'êtes pas au bon guichet » et de « il me faudrait tel justificatif (que l'administration possède déjà) » qui génèrent des frictions que l'on ne conçoit plus avec le numérique.

Les Start-up d'État fondent leur design sur la confiance : pouvoir déposer une candidature à un marché public avec simplement son numéro SIRET, pouvoir demander une bourse sans s'authentifier, avoir accès à ses droits sans se rendre auprès de N guichets ni être expert du code de la sécurité sociale... Cette confiance vis-à-vis des usagers exige de la simplicité.

Tourné vers les agents, ce principe de confiance accélère le décloisonnement. Il devient par exemple possible d'instruire ensemble un dossier de subvention entre collectivités et préfecture, ou un dossier d'aide sociale entre Pôle Emploi, la CAF et un Conseil Départemental.

Le design numérique par la confiance, c'est aussi reconnaître la nécessité du contrôle, mais pas à n'importe quel prix : contrôle ex-post des attestations aux seuls candidats retenus, pression sociale sur la réputation, évaluation et signalement par les internautes, audit des accès par les agents publics...

Nous créons les services d'abord pour l'immense majorité bien intentionnée et nous protégeons des abus par un contrôle a posteriori efficace. Fou ? Pas vraiment : c'est ainsi que sont gérés les communs collaboratifs comme Wikipedia, OpenStreetMap, OpenFoodFacts... ou plus récemment la chasse au fake news dans Facebook.



Une Startup d'État n'est pas une startup

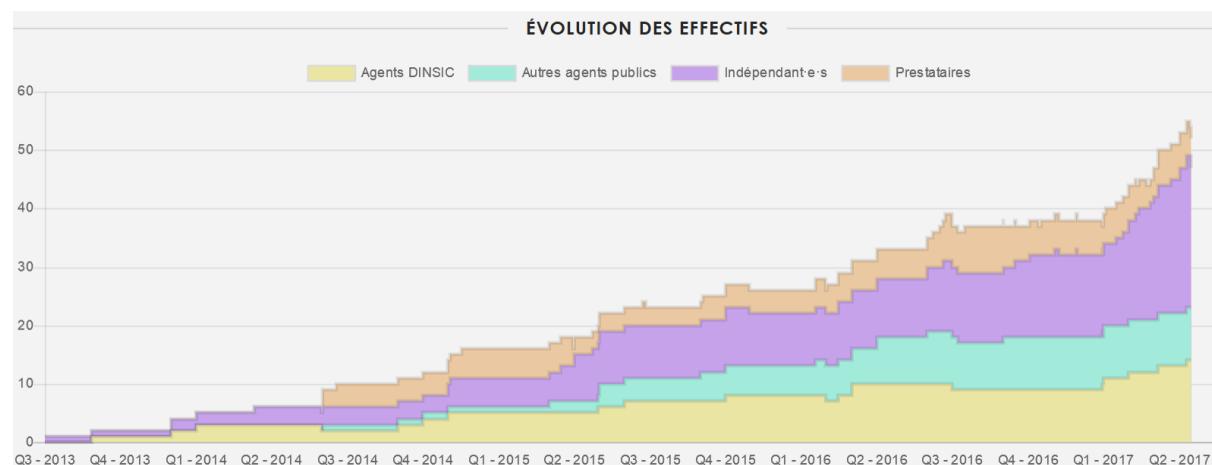
Pour ne pas reproduire les règles explicites ou implicites qui fondent le service tel qu'il existe aujourd'hui, une Startup d'État naît loin de toute contrainte. Pour autant, elle n'a pas besoin de capital privé. Une Startup d'État est donc simplement une équipe de 2 à 4 personnes financée par une administration et totalement autonome pour créer un service.

Cette organisation induit pourtant des changements profonds. Elle impose de s'appuyer sur des utilisateurs volontaires qui vont créer de la conviction autour des premiers bénéfices observés. Corollaire : une Startup d'État ne cherche pas à obtenir un consensus général avant de démarrer, elle cherche un premier usager satisfait.

Le cycle de vie d'une Startup d'État se termine par son intégration à coût marginal dans le système d'information d'une administration, après un à trois ans d'incubation. Elle va contribuer à le déformer (méthodes agiles & lean, équipe pluridisciplinaire intégrée, design par la confiance...), mais aussi à l'inverse s'adapter à certaines de ses contraintes (formats standards de données, politique d'achat, standards technologiques...) en accueillant pendant 6 à 12 mois des opérationnels de l'administration cible.

Chiffres clés 2016

La communauté s'agrandit, avec **54 personnes** investies directement dans la création de service numériques au sein de l'Incubateur.



En 2016, pour accomplir cette mission, l'Incubateur des Start-ups d'État s'est appuyé sur un budget de **2 084 035 €** dont 1 151 920 € financé par les administrations partenaires.

Le portefeuille compte aujourd’hui **33 services** dont 8 ont été repris et 3 sont en passation.



Afin de diffuser ces pratiques et se faire connaître auprès des talents qui viendront bientôt nous rejoindre, nous participons régulièrement à des conférences en France et en Europe comme [Devoxx](#), [API.DAYS](#) ou encore au [Liberté Living Lab](#) à l’occasion d’une matinée sur la plateformisation du service public.

Nous animons régulièrement des ateliers destinés aux décideurs de la fonction publique pour les sensibiliser aux bouleversements induits par le numérique à tous les niveaux de la chaîne de valeur publique. En les immergeant dans la fabrication d’une politique publique à déployer en moins de 6 mois, ces ateliers permettent aux cadres dirigeants de réaliser la puissance des méthodes agiles dans le management public.



Des services publics numériques à la Une

La bonne boite : plus d'un million d'usagers

Le saviez-vous ? Les annonces ne représentent plus guère que 20% du marché de l'emploi. Le reste est dit "caché", fait de candidatures spontanées et de cooptations. Pour y remédier, nous avons créé chez Pôle Emploi, et à l'initiative d'un conseiller du Grand Est LaBonneBoite.pole-emploi.fr.

Avec labonneboite de 

N'envoyez plus vos CV au hasard

Découvrez notre sélection d'entreprises à fort potentiel d'embauche (*)

Métier recherché : (boucher, cariste, secrétaire, ...)

Autour de : (Paris, Pau, ...)

Rechercher les entreprises

(*) Potentiel d'embauche : algorithme exclusif de Pôle emploi détectant les entreprises qui vont probablement embaucher ces 6 prochains mois.

Les demandeurs d'emploi n'utilisant pas la Bonne Boîte ont une probabilité de retour à l'emploi à 5 mois de 20%. En évaluant son impact sur deux cohortes de 100 000 individus, la cohorte incitée à utiliser le service passe elle à 22,1%. Ainsi, les chances de retrouver un emploi du million de demandeurs d'emploi qui ont utilisé LaBonneBoite depuis sa création étaient de 2 points supérieures (+12%) à celles qui ne le connaissent pas encore !

Aujourd'hui la quasi-totalité des conseillers de Pôle Emploi utilise le service au quotidien.

Mes Aides & OpenFisca : le droit exécutable rendu possible par un commun collaboratif



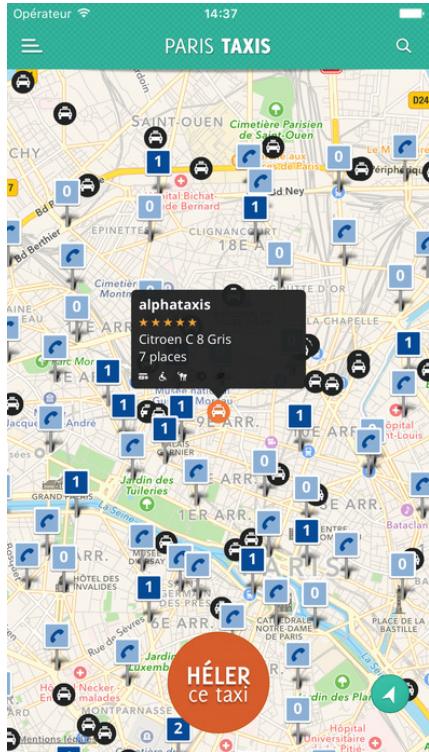
Grâce à Mes Aides, plus de 2000 personnes calculent tous les jours leur droit à 25 aides sociales en moins de sept minutes. Ayant pour objectif de lutter contre le non-recours, le simulateur, en ligne depuis novembre 2014, a bénéficié en mars 2017 d'une campagne de communication nationale soutenue par le Ministère des Affaires Sociales et de la Santé.

Mes Aides se base sur OpenFisca, un moteur de calcul libre et ouvert, qui permet de rendre le droit calculable. Ce moteur est ré-utilisé par de nombreux acteurs administratifs, comme par exemple le Portail National des Droits Sociaux.

Mais ce n'est pas tout. La simplicité de Mes Aides et sa modularité lui permet d'être à ce jour le seul simulateur pour les aides locales de la ville de Paris. D'autres villes ont exprimé leur intérêt pour inclure leurs aides extra-légales dans le simulateur. Rennes Métropole a par exemple récemment intégré sa tarification solidaire des transports.

Enfin, Mes Aides a été pensé aussi bien pour les particuliers que pour les professionnels de l'action sociale et les associations. En quelques instants, sans avoir à renseigner des numéros d'assurés mais uniquement à partir des revenus connus, le travail des médiateurs sociaux est facilité et leur permet de lutter plus efficacement contre le non-recours.

Le.taxi, 7 villes ouvertes 18 mois après le démarrage



Montpellier, Marseille, Aix-en-Provence, Rennes, La Rochelle, Paris et Rouen sont les villes où un usager peut se saisir d'une des huit solutions disponibles et héler avec son smartphone un taxi, quelque soit sa compagnie, pour le voir immédiatement arriver sans aucun frais d'approche. Grâce aux 22 solutions disponibles pour les chauffeurs, ce dispositif issu de la loi du 1er octobre 2014 distribue plusieurs dizaines de courses par jour mais n'a pas encore atteint sa masse critique. Environ 5% des 50 000 taxis Français y sont actifs et peu de publicité a encore été réalisée auprès du grand public.

Le transfert de la compétence Taxi de l'Intérieur au ministère des Transports devrait permettre de donner toute la visibilité à cette infrastructure numérique inédite, qui permet à toute une profession de se moderniser face à la concurrence des plateformes VTC.

PIX, le TOEFL du numérique

PIX est un projet public de plateforme en ligne d'évaluation et de certification des compétences numériques. Le service est accessible gratuitement et ouvert à tous les francophones : collégiens (à partir de la 4e) et lycéens, étudiants, professionnels de tous secteurs, citoyens.

DÉCOUVREZ NOS ÉPREUVES ET
AIDEZ-NOUS À LES AMÉLIORER !



Informations et données

Recherche d'information, gestion et traitement de données

23 ÉPREUVES

[COMMENCER](#)



Communication et collaboration

Echanger, publier, collaborer et gérer son identité numérique

16 ÉPREUVES

[COMMENCER](#)



Création de contenu

Textes, diaporamas, images, vidéos, sons ... et un peu de programmation

21 ÉPREUVES

[COMMENCER](#)



Protection et sécurité

Sécuriser les équipements, les communications et les données

10 ÉPREUVES

[COMMENCER](#)

Son objectif est d'accompagner l'élévation du niveau général de connaissances et de compétences numériques et ainsi de préparer la transformation digitale de l'ensemble de notre société et de notre économie.

PIX proposera, de manière optionnelle, un mode « certifiant », permettant d'obtenir une certification officielle fiable et reconnue par l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et le monde professionnel. Ce test complémentaire nécessitera, dans un premier temps, une passation en présentiel dans les centres agréés par PIX : collèges, lycées, établissements d'enseignement supérieur, structures partenaires.

Le référentiel de compétences et les épreuves sont pensés pour évoluer dans le temps à l'aune des retours des utilisateurs. Le code source de la plateforme PIX est libre.

Son incubation achevée en 12 mois, l'équipe se structure en Groupement d'Intérêt Public, associant le Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, l'Université Ouverte des Humanités, l'Université de Strasbourg et très prochainement le CNAM pour poursuivre sa croissance.

MPS, en marche vers la généralisation



Marché Publics Simplifié (MPS) permet de simplifier radicalement le dépôt des candidatures aux marchés publics : un devis, un numéro de SIRET, et le tour est joué ! Le produit a été développé et déployé dès 2014 avec les premiers partenaires pilotes. Depuis lors, il se déploie progressivement et compte aujourd'hui plus de 50 places partenaires publiques et privées, qui irriguent les collectivités comme les administrations centrales et les opérateurs. Il a d'ores et déjà permis de simplifier l'accès aux marchés publics à des dizaines de milliers d'entreprises, qui n'ont plus à fournir les pièces justificatives dont l'administration dispose déjà et qui sont directement récupérées par MPS (attestations fiscales, sociales, certificats de qualité, ...).

Aujourd'hui **plus de 15 000 marchés publics sont publiés en mode MPS par an**. Les succès remportés auprès des entreprises en termes de gains de temps mais aussi en

termes de facilité d'accès à la commande publique et auprès des acheteurs publics, qui augmentent sensiblement le nombre de réponses par marché avec une amélioration de leur sécurité juridique, permettent de programmer une généralisation du dispositif qui a dores et déjà été rendu obligatoire pour les services de l'État dans un récent arrêté de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère des Finances.

TPS, le Lucky Luke de la dématérialisation

Des formulaires à imprimer, remplir et poster ? Des justificatifs à demander à un service avant de les transmettre à un autre ? Des piles de papiers qui s'accumulent dans les administrations ? Des milliers d'heures passées à ressaisir ces informations ? C'est encore ce qui se passe aujourd'hui pour des milliers de démarches qui n'ont pas été dématérialisées.



[Connexion](#)

Dématérialisez

vos démarches administratives en quelques minutes

[Demander une démo](#)



Téléprocédures Simplifiées (TPS) répond à ce problème en permettant aux organismes publics de créer des questionnaires en ligne en quelques heures et d'instruire les demandes des usagers sur une plate-forme collaborative. Résultat : depuis le lancement, à l'automne 2016, plusieurs dizaines de procédures créées et déjà des milliers de dossiers déposés... en toute simplicité !

Moments forts

Pôle Emploi, un incubateur établi

Depuis son démarrage en 2015, ce sont 6 startups d'État qui ont vu le jour à Pôle Emploi, au travers de 3 concours “Y-a-t-il un intrapreneur parmi nous ?”. Déployés partout en France, réunissant des millions d'usagers, ces produits ont un impact incontestable sur le retour à l'emploi. Fierté pour les équipes, leurs porteur.e.s (parité totale 3 hommes et 3 femmes !) sont pleinement reconnus et font des émules partout en France¹.

Chez Pôle Emploi, à l'invitation habituelle “*Vous êtes le témoin d'irritants récurrents pour les usagers ou les agents ? Vous avez une idée de solution numérique pouvant y remédier ? Vous êtes prêts à vous investir six mois autour d'une équipe mobilisée pour réussir ? Rendez-vous le...*”, ce sont chaque fois plus d'une centaine de propositions reçues, parmi lesquelles nous sélectionnons deux lauréats à l'issue d'une journée où s'élaborent et se mûrissent les “pitchs” de ces produits.



Initialement, sur une cadence annuelle, ces challenges vont s'accélérer. Parallèlement, les produits les plus mûrs entament leur fusion dans le reste du système d'information, en déformant au passage les organisations fonctionnelles traditionnelles au profit d'équipes intégrées, réunissant maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre, développeurs et exploitants. L'agilité est en marche à Pôle Emploi, comme l'est la valorisation des “faiseurs” : deux des premiers intrapreneurs ont acquis le statut de cadre grâce au succès de leurs produits.

¹ Voir notamment cette vidéo https://www.youtube.com/watch?v=TYbbZ52s_kA

L'État plateforme s'institutionnalise

Les startups d'État ne sont pas seulement de petites équipes frugales et autonomes qui développent des applications à partir des usages réels de leurs utilisateurs. Ce sont aussi des équipes qui, au fil des mois, ont développé, avec leurs partenaires, un ensemble de ressources essentielles à une stratégie visant un État qui stimule et accueille l'engagement citoyen, qui favorise et utilise l'innovation du plus grand nombre, qui garantisse les ressources accessible à tous : l'État plateforme. L'État plateforme, c'est l'actualisation en France d'une vision essentielle née dans les communautés numériques : le government as a platform.

Texte publié dans la note "Des Startups d'État à l'État plateforme", Pierre Pezziardi & Henri Verdier (Fondation pour l'innovation politique, Paris, 2017).



Cette stratégie n'est pas qu'incantatoire. Pour sécuriser les ressources expérimentées avec succès, **5 start-up d'État orientées API ont basculé en mode pérenne dans une équipe dédiée "État plateforme" à la DINSIC**. Celle-ci se structure aujourd'hui en trois pôles :

- un **pôle Geo** qui regroupe la Base Adresse Nationale (BAN), la GeoAPI (qui permet de simplifier des démarches environnementales, comme Urbaclic pour les permis de construire ou Vitiplantation pour les parcelles AOC), et la passerelle Inspire (qui simplifie l'accès aux données géographiques en open data).
- un **pôle Entreprise** qui regroupe l'API Entreprise (600 000 pièces non-demandées aux entreprises par mois), et le Service Public de la Donnée issu de la loi Lemaine qui ouvre le répertoire SIRENE des entreprises.
- un **pôle Particulier** qui fusionne l'API Particulier dans l'offre France Connect, permettant d'offrir aux fournisseurs de service différents modes d'accès aux données personnelles des usagers, adaptés à chaque contexte : demande de bourse, consultation d'un relevé de points ou de carrière, etc.

A screenshot of the 'LA BASE ADRESSE NATIONALE' website. The header features the logo 'adresse.data.gouv.fr' and a 'BETA' label. Navigation links include 'INFOS', 'DONNÉES', 'CONTRIBUER', 'OUTILS', and 'ACTU'. Below the header is a map of France with various postal codes labeled. The main section is titled 'LA BASE ADRESSE NATIONALE' with the subtitle 'Un référentiel national ouvert : de l'adresse à la coordonnée géographique'. A descriptive text box explains the project's purpose: 'Pour que les services d'urgence arrivent au bon endroit, pour vous permettre de réaliser une analyse cartographique en quelques clics ou en vous pour que les opérateurs publics et privés coordonnent mieux leurs chantiers, ce référentiel, véritable enjeu de souveraineté pour la France, est la première alliance entre l'Etat et la société civile.' A 'En savoir plus.' link is provided. At the bottom, there are four buttons: 'POURQUOI ? COMMENT?', 'ACCÉDER AUX DONNÉES', 'CONTRIBUER AU PROJET', and 'DÉCOUVRIR LES OUTILS'.

Un blog pour élargir et animer la communauté des entreprenants et des experts numériques de l'État

Pour nos confrères de 18F (US) ou du Government Digital Service (UK), “*Delivery is the strategy*”. Cette maxime n'est pas rien tant l'exécution dans les environnements complexes du secteur public rime souvent avec tragédie : nos multiples dispositifs de sécurité sociale sont généreux, mais souffrent de 40% de non-recours en moyenne; 15 ans après le début de la dématérialisation des marchés publics, moins de 10% des marchés et des réponses sont concernés; avant laBonneBoite, Pôle Emploi offrait une fenêtre sur ... 20% du marché de l'emploi (les annonces), le reste étant caché...

Chez beta.gouv, notre méthode de réalisation agile est un différentiateur fort de notre culture : appréhension du sujet avec les usagers, itérations courtes, mise en marché la plus rapide possible pour s'engager dans l'amélioration continue d'un dispositif ... Pour autant, cette stratégie d'exécution inédite n'est pas le but. Le but, c'est de résoudre un irritant pour l'usager, pas de placer une solution. Ainsi on dira plutôt “*Reducing pain is the strategy, delivery is how we make the difference*”.



Pour progresser dans ce sens, nous devons continuer à partager cette culture avec les nombreux entreprenants de l'État, ceux qui sont prêts à prendre des risques, à se lancer dans un dispositif loin de leur zone de confort, au bénéfice des usagers.

Pour animer une communauté, nous avons donc décidé de partager avec elle des histoires, des qualités de l'entrepreneur, aux sirènes mortelles du “digital bullshit”, venez les découvrir, rendez-vous sur beta.gouv.fr !



A bientôt !